

LA NAVIGATION

MONTRÉAL—LA MAJORATION DES FRAIS
DE MANUTENTION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, je pense que c'est au ministre du Commerce qu'il convient d'adresser ma question. Le ministre du Travail ayant annoncé hier les difficultés qui se produisent dans le port de Montréal, le ministre du Commerce a-t-il reçu des plaintes au sujet de la majoration de 25c. des frais de manutention dans le port de Montréal? En outre, le ministre étudie-t-il les graves répercussions qu'auront ces frais supplémentaires sur la vente des produits canadiens à l'étranger?

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Non, monsieur l'Orateur.

LA PÊCHE

LA MISE EN VENTE DU POISSON
D'EAU DOUCE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Eric Stefanson (Selkirk): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre du Commerce. Quand le gouvernement fera-t-il connaître son attitude au sujet des recommandations de la Commission McIvor sur la vente des poissons d'eau douce?

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, nous avons terminé nos études préliminaires. Quant aux gouvernements provinciaux intéressés, nous sommes prêts, et nous leur avons dit, à collaborer avec eux en vue d'élaborer des dispositions appropriées pour favoriser la mise en vente. Le ministre des Pêcheries, sauf erreur, doit s'entretenir avec les représentants des provinces intéressées afin de décider quels autres aspects du rapport de la Commission devraient être mis en œuvre, compte tenu, bien entendu, des juridictions fédérale et provinciales.

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'ÉTUDE SIMULTANÉE DES PROJETS DE
RÉSOLUTION DE DEUX BUDGETS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. J. W. Monteith (Perth): J'aimerais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, en sa qualité de leader du gouvernement à la Chambre. Le gouvernement compte-t-il présenter son budget supplémentaire avant que nous passions à l'étude des projets de résolution relatifs au

budget de juin dernier, ce qui nous permettrait d'examiner simultanément les projets de résolution des deux budgets?

L'hon. A. J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Nous avons dit, hier soir, en annonçant les travaux de la Chambre, que nous passerions à l'étude des projets de résolution après l'étude au comité du bill sur le ministère des Corporations et de la Consommation. Toutefois, je suis prêt à tenir compte de la proposition du député.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE VIETNAM—PRÉTENDUE DÉCLARATION DU
MINISTRE CONCERNANT LA POSITION
DES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Gordon Churchill (Winnipeg-Sud-Centre): Je veux adresser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Les critiques qu'il a formulées hier étaient-elles dirigées contre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et d'autres pays engagés dans la guerre au Vietnam? Voici ce qu'il a dit:

Aucune nation n'a le droit d'intervenir dans les affaires d'un autre pays si ce n'est sous les auspices des Nations Unies.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je ferais remarquer au député que sa question, ainsi posée, est irrecevable. Il invite le ministre à commenter un discours qu'il a prononcé en dehors de la Chambre. Il y a peut-être une autre manière de s'y prendre. Le député de Winnipeg-Sud-Centre pourrait poser la question directement.

L'hon. M. Churchill: J'ai employé les propres mots du ministre; je croyais qu'il aimerait donner une explication à la Chambre. Contre qui dirigeait-il son observation? Il ne faisait sûrement pas allusion à l'invasion de la Hongrie par les Russes il y a quelques années?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): L'honorable représentant a, semble-t-il, fondé sa question sur ce qui a paru dans les journaux. J'ajouterais que personne plus que lui n'est passé maître dans l'art de déformer et de semer la confusion.

L'hon. M. Churchill: Je pose la question de privilège, maintenant; je veux épargner au doyen de la Chambre une erreur très grave. Dans ses 32 ans ici, je doute qu'il ait commis une erreur comme celle-là; je suis convaincu qu'il désire retirer ses paroles, faire ses excuses à la Chambre et donner un meilleur exemple aux députés moins anciens, dont je suis. (*Exclamations*)